



RENNES, le 18 juillet 2020

Communiqué de presse

OMERTA SUR LE COVID 19 DANS LES ABATTOIRS DE PORCS BRETONS ?

Dans les abattoirs de nombreux pays (Allemagne, USA, Australie, Espagne, France...), les salariés ont été touchés par le Covid-19, contamination souvent favorisée par le fait que ces salariés vivent dans des conditions très précaires. Des abattoirs ont dû cesser leur activité temporairement.¹

Ces immenses usines du fait de leur taille, leurs rythmes de travail, la concentration importante d'animaux et d'humains, sont incompatibles avec le respect des mesures sanitaires exigées par le covid-19.

A l'abattoir de Kermené (22)², avant de reprendre une activité normale début juin, plus d'une centaine de salariés avaient été testés positifs au Covid-19 lors de deux campagnes de dépistage concernant environ un millier de salariés.

A HOLVIA PORC à LAVAL, 28 cas positifs (sur 60 personnes testées) ont été détectés et l'abattoir a suspendu son activité.

Mercredi 8 juillet, à la demande de l'ARS et de la Préfecture, des tests ont été effectués à la COOPERL à LAMBALLE (22) et à MONTFORT SUR MEU (35), uniquement auprès des salariés volontaires. Les salariés immigrés ont-ils été testés ?

Une semaine après ces tests, l'ARS et les préfectures des Côtes d'Armor et d'Ille et Vilaine n'ont toujours pas communiqué les résultats. Pourquoi cette absence de transparence de leur part ?

Pour notre part, nous savons que plusieurs personnes ont été détectées positives dans les abattoirs bretons, en particulier à MONTFORT SUR MEU (35).

Nous savons aussi que l'arrêt d'un abattoir entraîne des difficultés, notamment de place dans les élevages : les animaux sont en surpoids, faute d'avoir pu être abattus à la date prévue. Ce surpoids entraîne des pénalités à la vente pour les éleveurs qui engagent également des dépenses supplémentaires pour nourrir leurs porcs plus longtemps que prévu.

Ce manque de transparence alimente le soupçon quant à l'existence **d'une omerta imposée à l'ARS par l'industrie agroalimentaire, comme dans le dossier sur la qualité de l'eau en Bretagne ou celui des algues vertes.**

Nous demandons donc à l'Agence Régionale de Santé et aux préfectures concernées de communiquer précisément et rapidement les résultats de ces tests et de prendre les décisions de fermeture si nécessaire.

Nous demandons qu'une commission d'enquête parlementaire se saisisse du dossier.

En outre, nous nous interrogeons sur la possibilité d'une contamination des porcs par les éleveurs, un doute qui pourrait être levé facilement en testant un certain nombre de cochons avant l'abattage.

Pour nous, ce modèle agricole va dans le mur ; l'agrandissement incessant des élevages industriels et la concentration de l'industrie agroalimentaire ne font qu'accroître le risque sanitaire et ne peuvent permettre de le maîtriser. Il faut inverser cette tendance et redéployer des outils d'abattage dans les territoires. Ceux-ci pérenniseront l'élevage dans nos campagnes, créeront du dynamisme et permettront de combattre efficacement les catastrophes sanitaires.

Contacts :

Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest - 06 73 19 56 07

<https://victimepesticide-ouest.ecosolidaire.fr/>

<https://www.facebook.com/victimepesticide.ouest/>

victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr

l'arbre indispensable - 06 85 68 77 30

<https://l'arbreindispensable.wordpress.com/>

¹ <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-coronavirus-abattoirs-sont-ils-devenus-nouveaux-foyers-infection-81109/>

² Le site, installé au Méné (Côtes-d'Armor), fournit l'ensemble des Centres Leclerc ; 8.000 porcs y sont abattus par jour (40.000 porcs/semaine),